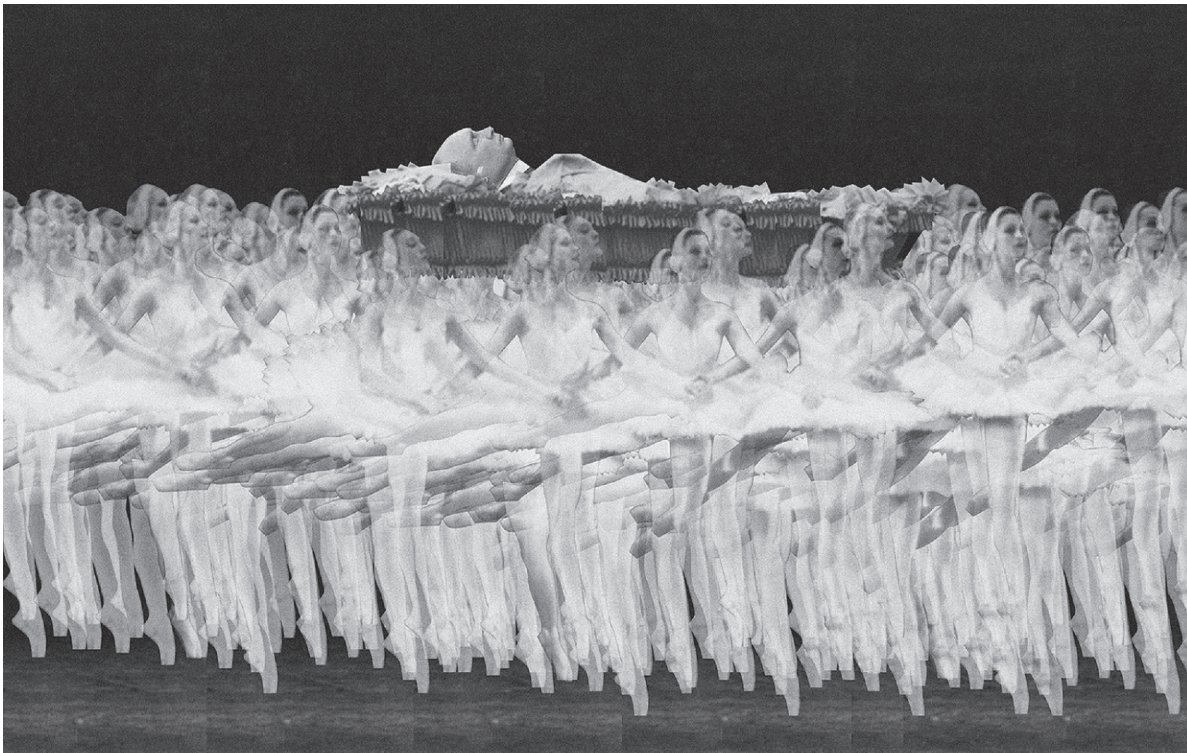


ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Oleksiy Sai, Swan Lake, 2022

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

UKRAINE

Lettre de Transcarpatie, 24 février 2025

Il y a exactement trois ans que l'empire moscovite a attaqué l'Ukraine dans le but de la soumettre comme il a, depuis des siècles, asservi de nombreux autres régions et pays voisins. En dehors de l'Ukraine, pas grand monde ne voulait croire à l'époque qu'elle résisterait longtemps. Aujourd'hui, nous nous convainquons tous les jours en parlant avec des ami·es et des inconnu·es ici que l'Ukraine continuera de résister et ne capitulera pas.

Trois ans passés, (et en réalité après 11 ans d'agression militaire russe), nous vivons un phénomène de déjà-vu avec le chantage de Trump qui veut, en plus de notre capitulation, voler les terres rares et autres ressources précieuses, sans contrepartie.

Le 24 février 2022, c'était moins comique. Autour de 4h30 du matin, nous apprenions les premiers bombardements de la banlieue de Kyiv. Nous nous sommes levé·es, embrassé·es les larmes aux yeux et savions que plus rien ne serait jamais comme avant. Je suis en général de tempérament optimiste, c'est ce qui me fait avancer, donc à ce moment-là je présumais que c'était le début de la fin de l'impérialisme russe comme l'avait annoncé le leader indépendantiste tchéchène Djokhar Doudaïev¹ en 1995, un an avant d'être assassiné par les Russes. À l'époque (dans les

années 1990), pour la gauche internationale, toute velléité d'indépendance des anciens pays membres de l'URSS était considérée comme nationalisme dangereux et réactionnaire. Nous n'avions pas lu Varlam Chalamov² et considérions le Holodomor³ comme une invention de la propagande occidentale. La Russie s'était mise en scène comme la successeuse de l'Union Soviétique qui avait «libéré l'Europe du nazisme».

Que l'invasion russe en Ukraine annonçait l'enfer et que ce serait long, nous nous en doutions. Que nous

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Il s'en est fallu d'un cheveu, en Autriche, pour qu'un gouvernement d'extrême droite ne se mette en place, Herbert Kickl s'y est en effet comporté comme une petite copie de Donald Trump. Celui-ci, en revanche, qui n'a été élu que par 30% des électeur/trices, peut désormais réaliser pleinement ses idées. Censure de livres pour enfants qui parlent d'originalité, d'acceptation et de tolérance¹, disparition de certains mots tels que activisme, barrière, défenseur, BIPOC (pour «Black, Indigenous and People of Color»), équité, égalité, inclusion, femme, minorités, stéréotypes, traumatisme, des travaux scientifiques²...

Aux États-Unis, le «pays de la liberté», un refuge pour de nombreuses personnes avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, on prend aujourd'hui des mesures qui rappellent douloureusement les débuts du fascisme en Allemagne. En matière de politique étrangère, on se croirait davantage dans un cauchemar que dans la réalité. L'intention de vider Gaza bombardée de ses habitants et d'en faire un paradis touristique me laisse sans mots. Que Trump négocie avec Poutine l'avenir de l'Ukraine, en l'absence de ses représentant·es, est un affront à sa souveraineté étatique, ainsi qu'un terrible danger, renforçant le pouvoir de la Russie et, par conséquent, celui des extrêmes droites européennes et mondiales. La façon dont les projets des États-Unis risquent d'influencer les événements mondiaux est très inquiétante. Nous devons donc rester en alerte et nous opposer partout à ces évolutions.

Malgré tout, je vous souhaite un beau printemps réchauffant!

Constanze Warta

1. *Miss Fraise*, de Julianne Moore, raconte l'histoire d'une fillette qui apprend à accepter ses taches de rousseur. 18 ans après la parution du livre, le ministère américain de la défense l'a banni, ainsi que deux autres livres, dans les 160 écoles qu'il gère.

2. La National Science Foundation, censée soutenir financièrement la recherche scientifique américaine, a publié une note interne demandant aux chercheur·euses de supprimer certains termes de leurs travaux. Ce document a été mis à la disposition du «Washington Post» début février.

étions quasiment seul·es face à un ennemi surpuissant et sans le moindre scrupule, nous le savions.

Je me garderai bien d'interpréter le vacarme géopolitique actuel et encore moins de faire des pronostics, sauf à dire qu'à mon avis, rien n'est joué d'avance. Il vaut mieux rappeler quelques autres éléments dont on peut être certain·es. Les forces vives de la société ukrainienne se battent depuis plus de trente ans pour un pays libre, un État de droit et le respect des minorités. Cette volonté d'émancipation remonte à de nombreuses générations pour ne citer que Nestor Makhno⁴ et autres «nationalistes et bandits» (sic).

Si l'on veut comprendre la résilience des Ukrainiens et des Ukrainiennes et aussi leur capacité à négocier avec un truand tel que Trump, il faut se souvenir des années 1990, cette période qui a profondément marqué, voire traumatisé celles et ceux qui l'ont vécue. C'était la faim dans les familles, le manque de tout, les enfants des rues qui disparaissaient à Odessa (avec le soupçon de trafic d'organes via la Moldavie), la privatisation sauvage accompagnée d'assassinats, l'extorsion de salaires par des bandes transcarpatiennes à la gare de Prague... Comme exemple, il est intéressant de regarder le cas de Zelensky, né en 1978 d'une famille d'intellectuel·les juif/ves et russophones dans la ville industrielle de Kryvyi Rih. Ce site sidérurgique avait acquis une réputation plus que douteuse dès la fin des années 1980. Des bandes de jeunes gars, surnommées «Bihouny», se partageaient la ville par quartiers et faisaient des incursions violentes dans les territoires des bandes ennemies, causant la mort de nombreux adolescent·es⁵. Ne jamais abandonner, toujours chercher à être le plus fort et surtout être plus rusé était question d'honneur et de survie. Cette mentalité a sans aucun doute fortement marqué Zelensky, tout comme son entourage. Le banditisme, c'est-à-dire la loi du plus fort comme modèle de gestion des affaires est resté, malheureusement, largement répandu dans le monde dirigeant l'Ukraine encore aujourd'hui, la Transcarpatie ne fait pas exception. Mais rien n'est parfait. Le contrôle citoyen est devenu plus fort, deux pas en avant et un en arrière. La méfiance envers l'État et ses structures n'a pas empêché de nombreux hommes et femmes d'affaires de prendre activement part dans la lutte pour une Ukraine indépendante et de se révolter contre la toute-puissance des oligarques. Et la grande majorité de ces gens-là, y compris certains oligarques eux-mêmes, n'ont pas la moindre envie de vivre sous occupation russe et sont prêts à se battre pour cela.

Ceci-cela

Un autre fait qui se confirme tous les jours est peut-être banal et j'écris ceci sans le moindre jugement. Je travaille beaucoup avec des jeunes villageois qui se cachent de la mobilisation. Depuis trois ans ils ne quittent pas le village et ont même peur de se promener

sur la route centrale. Il est rare de les entendre rire. J'en connais qui paniquent littéralement quand ils voient un flic de loin.

Mais si l'on est à la recherche de gens de bonne humeur, voici un exemple. Il y a quelques jours, j'ai parlé avec un jeune ami, anarchiste, engagé volontaire dans l'armée dès 2022. En janvier il a marché sur une mine et son pied a été amputé en dessous du genou. Il est en convalescence dans une clinique spécialisée à Kyiv, prochainement sans doute, il viendra passer quelques temps chez nous. Dès qu'il aura sa prothèse il veut rejoindre son unité d'élite. Il voit du sens dans ce qu'il fait, il a même reçu un remerciement du président pour un acte de bravoure et semble de très bonne humeur.

De bonne humeur aussi sont nos copines qui organisent des camps de loisir pour les

adolescent·es des zones proches du front, il y en aura tout au long de l'année. Notre amie Tania propose deux semaines de séjour, dans notre gîte ici en Transcarpatie, à des femmes qui ont donné naissance à un enfant en 2022 ou 2023. Il s'agit de les aider à retrouver un équilibre émotionnel et les ressources nécessaires pour bien accompagner leur enfant, souvent en absence du père, décédé à la guerre. Pour dix places, l'équipe de Tania a reçu 350 inscriptions en trois jours, quel défi!

Jürgen Kräftner
FCE - Ukraine

1. <https://www.youtube.com/watch?v=IavEOx3hUAK&t=10s>
2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Varlam_Chalamov
3. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Holodomor>
4. https://fr.wikipedia.org/wiki/Nestor_Makhno
5. <https://zaborona.com/en/kryvyi-rih-runners/>

HAUT-PARLEUR/UKRAINE

Pas de justice, pas de paix

Déclaration des organisations de la société civile sur les négociations entre les États-Unis et la Russie*

Nous, représentant·es de la société civile et d'organisations de défense des droits humains, condamnons fermement les négociations qui ont eu lieu en Arabie Saoudite, entre les délégations de la Fédération de Russie et des États-Unis, concernant l'Ukraine ainsi que les projets visant à créer des groupes de négociation sans la participation de l'Ukraine. Tout accord concernant l'Ukraine sans sa participation directe est non seulement inacceptable, mais est également contraire aux principes fondamentaux du droit international, à la souveraineté des États et au droit du peuple ukrainien à déterminer son avenir de manière indépendante.

De tels accords n'ont rien à voir avec une paix durable et la sécurité internationale, créant des menaces supplémentaires en matière de sécurité, d'économie et autres pour les États qui les soutiennent. Une telle voie répète l'erreur fatale commise par la communauté internationale lors des accords de Munich de 1938 qui, comme nous le savons, n'ont pas satisfait l'avidité de l'État agresseur et ont conduit à une guerre encore plus destructrice.

L'Ukraine n'est pas un objet, mais un État souverain victime d'une agression

La Fédération de Russie continue de mener une guerre totale contre l'Ukraine, en violation des principes fondamentaux du droit international, notamment l'interdiction du recours à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout État, inscrite dans la Charte des Nations unies. Cela a été reconnu non seulement par de nombreuses décisions d'organisations internationales, mais aussi soutenu par la grande majorité des États. L'agression commise par la Fédération de Russie a donné lieu à de nombreux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et, très pro-

blement, à un génocide du peuple ukrainien.

La Cour pénale internationale (CPI) a déjà lancé des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine, Maria Lvova-Belova et d'autres hauts responsables russes. Toute négociation avec les représentant·es d'un État dont les dirigeants sont soupçonnés des crimes internationaux les plus graves, sans disposer de mécanismes clairs pour traduire les responsables en justice, n'est pas seulement immoral, mais porte également atteinte au système même du droit et de l'ordre international.

Sans justice, pas de paix durable

La guerre entre la Russie et l'Ukraine ne se poursuit pas seulement en raison des revendications territoriales de la Russie sur la République autonome de Crimée, la ville de Sébastopol, les oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson, mais aussi à cause du mépris systématique de la Russie pour la quasi-totalité des normes du droit international. Tout «règlement» sans justice internationale appropriée non seulement ne permettra pas d'établir une paix durable, mais renforcera également l'im-

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

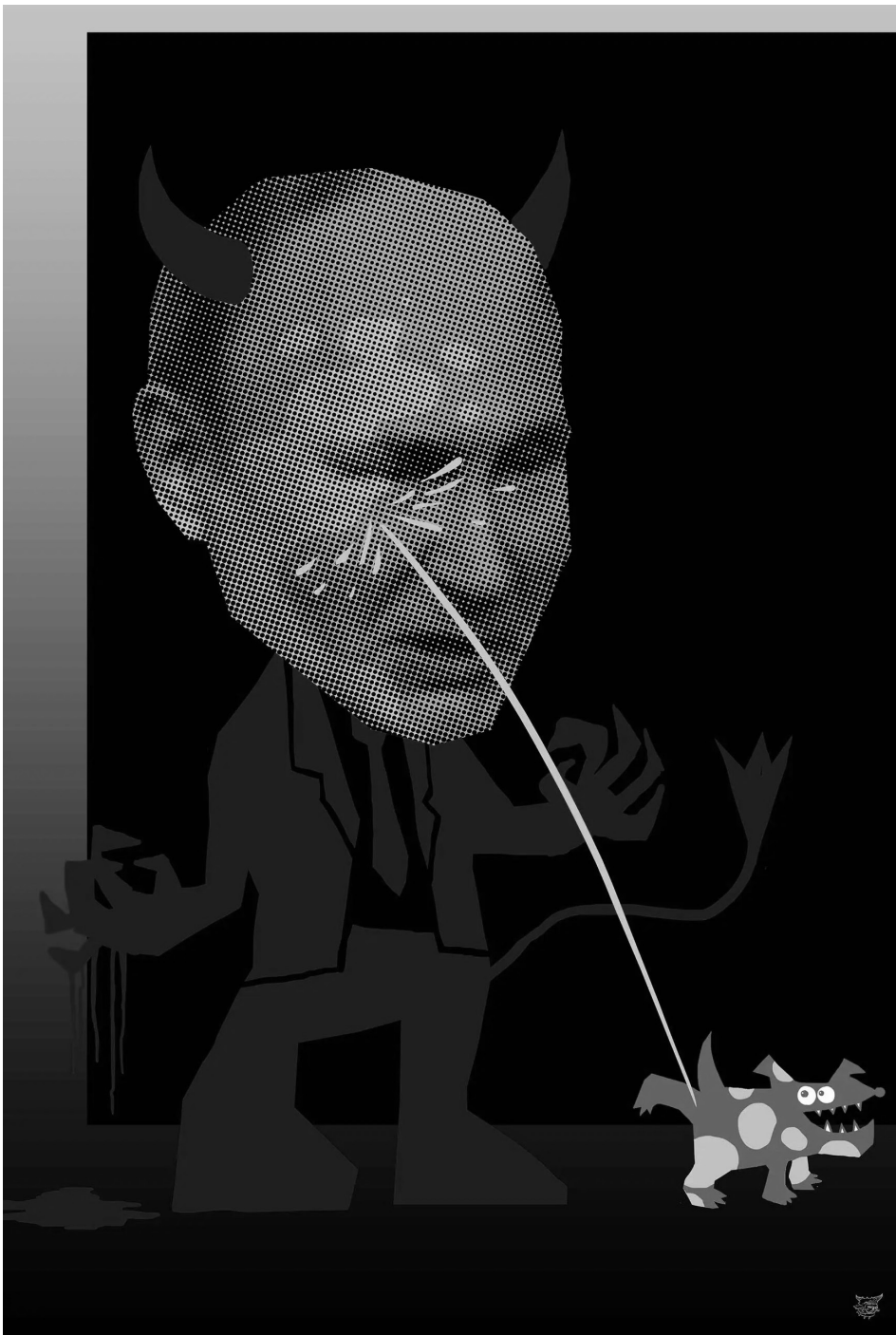
Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Mars 2025 - Nr. 345 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



Zakentiy Horobyov, Fuck Putin, 2022

punité, créant les conditions préalables à l'expansion future de l'agression, à l'escalade et à la perpétration de nouveaux crimes.

La réaction insuffisante des États étrangers et des organisations internationales à l'occupation de la péninsule de Crimée et aux actions agressives menées dans l'est de l'Ukraine en 2014, ainsi que les nombreux crimes commis par les troupes d'occupation et l'administration dans ces territoires ont instillé un sentiment d'impunité chez les dirigeants russes.

Cela a conduit à l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine et à des atrocités de masse contre le peuple ukrainien à une échelle beaucoup plus grande. Il est dangereux de faire des déclarations sur la possibilité d'un cessez-le-feu sans aborder la question de la responsabilité et des garanties de sécurité. La Fédération de Russie a déjà utilisé les précédents «accords de paix» pour regrouper ses forces, préparer une nouvelle offensive et poursuivre son agression.

Depuis le début de l'agression en 2014, elle a systématiquement violé non seulement les normes du droit international, mais aussi

ses propres obligations en vertu des accords signés. Il n'y a aucune raison d'espérer un changement dans son approche et de s'attendre à ce qu'elle adhère à de nouveaux accords. Par conséquent, toute cessation des hostilités doit être fondée sur les principes du droit international, ce qui devrait inclure la traduction en justice des responsables de crimes internationaux.

Manipulation politique inadmissible

Nous insistons sur le caractère inadmissible de l'ingérence dans les affaires intérieures

de l'Ukraine. Tout «plan» prévoyant la tenue d'élections en Ukraine comme condition préalable à tout «règlement pacifique» constitue une violation flagrante de la souveraineté de l'État ukrainien. Aucune force extérieure n'a le droit d'imposer des décisions politiques à l'Ukraine, en particulier dans le contexte de l'agression et de l'occupation continues d'une partie de son territoire. En outre, des élections en temps de guerre mettraient en danger la vie des électeur/trices, empêcheraient les défenseur/euses ukrainien/nes de participer correctement au processus électoral et, par conséquent, remettraient en question la légitimité du gouvernement ainsi élu.

En conséquence, nous appelons:

- Les États et autres sujets de droit international à s'abstenir d'engager des négociations sans la participation directe de l'Ukraine et à adhérer au principe selon lequel «rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine».
- Les autres organisations internationales et de défense des droits humains à condamner de telles négociations sans la participation de l'Ukraine et à exiger que les responsables de crimes internationaux soient traduits en justice.
- Les États membres de la CPI à assurer l'exécution des mandats d'arrêt à l'encontre des personnes responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris Vladimir Poutine.
- Les gouvernements des États membres de l'ONU qui adhèrent à sa Charte et qui souhaitent préserver les principes du droit international à renforcer leur soutien à l'Ukraine, seul véritable moyen de mettre fin à la guerre dans des conditions équitables, ainsi qu'à renforcer leur pression en matière de sanctions sur la Russie, y compris en imposant des restrictions supplémentaires aux entreprises qui coopèrent avec le complexe militaro-industriel russe.

Nous soulignons qu'une paix juste et durable n'est possible que par la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que par le châtement inévitable des responsables des crimes internationaux parmi les plus graves. Toute tentative de «réconciliation» sans l'Ukraine et sans justice pour les survivant·es et les victimes est non seulement inacceptable, mais aussi dangereuse pour l'ensemble de l'ordre juridique international.

19 février 2025

* L'original ainsi que la liste des signataires mise à jour peut se trouver en ukrainien et en anglais à cette adresse: <https://zmina.ua/en/statements-en/there-will-be-no-peace-without-justice-statement-of-ukrainian-civil-society-on-the-us-russia-negotiations/?sfnsn=m0>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Voyage dans un village palestinien sous occupation

Depuis 10 jours, nous partageons la vie d'un village palestinien dans la région de Ramallah. Nous logeons chez l'habitant·e et côtoyons chaque jour des personnes du coin. Notre témoignage¹ est donc le reflet de notre expérience et des récits des personnes qui nous entourent, il ne se veut pas une analyse générale de la situation en Palestine occupée.

Le village dans lequel nous séjournons est relativement calme. Les habitant·es nous font un accueil chaleureux, y compris les nombreux enfants et jeunes adultes qui occupent les rues. Les journées sont rythmées par le chant de la prière qui résonne 5 fois par jour entre les collines. La région de Ramallah est plutôt privilégiée économiquement par rapport au reste de la Cisjordanie. Il y a plus d'opportunités de travail en raison de la présence de l'autorité palestinienne et des ONG. Encore faut-il arriver à faire la route...

Depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et la réponse musclée d'Israël qui a tué plus de 46.000 civils à Gaza, les blocages de la ville par l'armée d'occupation israélienne se sont multipliés et les barrières ont poussé comme des champignons. L'occupant ferme et ouvre ses 900 points de contrôle à travers la Cisjordanie sans logique apparente, selon des horaires mouvants et aléatoires, rendant les déplacements très complexes.

Vous souvenez-vous des règles absurdes du couvre-feu pendant la pandémie? C'est un vague aperçu de ce que vivent les Palestiniens en permanence. Deux fois, notre ami et hôte s'est rendu à Ramallah cette semaine, deux fois il a dû y passer la nuit car les routes étaient bloquées le soir.

Colonisation, violences et répression

Les étudiant·es se préparent à passer leurs examens à distance en raison des déplacements devenus trop casse-tête. Un autre élément marquant dans le paysage est l'abondance de déchets plastique. Cela n'est pas seulement dû à la négligence des autochtones: les trois centrales de déchets du pays étant devenues difficilement accessibles, les municipalités sont contraintes de créer des zones de décharge sauvage. Et se rajoute à ça, selon un rapport de l'organisation Btselem², que les entreprises et colonies israéliennes ne se privent pas de décharger leurs déchets en Cisjordanie, y compris les plus toxiques, pour échapper aux réglementations environnementales strictes d'Israël.

Les villageois·es ne travaillant pas à Ramallah vivent de petits commerces et de débrouille. Les familles possèdent souvent quelques terrasses d'oliviers ou un bout de terrain avec des arbres fruitiers. Malgré l'apparente quiétude du village, la colonie israélienne la plus proche n'est qu'à 2 km, mais un autre village nous sépare d'elle, sur lequel les colons préfèrent s'acharner. Une des plus grandes colonies en Palestine, avec 30.000 colons, n'est pas loin. Les exactions des colons nous parviennent par les récits de proches qui vivent non loin de là et par les réseaux sociaux. Dans le village voisin, des colons ont détruit la source d'eau. Dans celui d'à côté, ce sont

des voitures et des maisons qui ont été brûlées. La région a connu une recrudescence d'agressions de la part des colons depuis l'annonce du cessez-le-feu à Gaza, mais les récits que nous entendons témoignent de la banalité de ce genre de violences depuis des années. L'un nous raconte qu'il ne peut plus transhumer ses ruches car son terrain habituel est maintenant trop proche d'une colonie et qu'il est dangereux de s'en approcher. Un autre ne peut plus accéder à ses oliviers pour la même raison: les colons pourraient lui tirer dessus, s'imaginant «menacés» par un paysan venu récolter ses olives... Les habitant·es des colonies ne sont pas concerné·es par les restrictions de circulation car iels utilisent des routes qui leurs sont réservées. Un monde à deux vitesses...

La présence militaire israélienne se fait également sentir au quotidien: il y a quelques jours, les soldat·es israélien·nes sont venu·es

procéder à des arrestations dans un village voisin. Iels ne sont pas venu·es ici mais nous avons dû rester à la maison en attendant d'être certain·es que les rues étaient sûres. Ce genre d'arrestations est monnaie courante, y compris dans la zone A où nous nous trouvons, censée être administrée par l'autorité palestinienne. La prison est omniprésente dans les conversations, presque tous les hommes que nous rencontrons y ont passé quelques années de leur vie. En Palestine, on peut être emprisonné pour un simple post Facebook contre l'occupation.

Les questions politiques sont un sujet de conversation récurrent dans notre entourage. L'autorité palestinienne est méprisée car elle est considérée comme corrompue et complice de l'occupant: elle ne protège pas la population face à la violence israélienne et participe activement à la répression des mouvements de résistance. Résistance: c'est ainsi que sont appelés les mouvements armés tels que le Hamas et le Jihad Islamique palestinien qui semblent faire consensus, y compris auprès de nos ami·es locaux athées convaincu·es. Nous avons compris lors de nos échanges que le Jihad Islamique palestinien n'a aucun lien avec Daesh, il se limite à des revendications nationales et se dit centré sur la lutte politique et armée (contrairement au Hamas qui agit aussi sur le terrain des questions sociales). Bien que plus radical concernant les négociations avec Israël, le Jihad Islamique palestinien est considéré par nos hôtes comme plus tolérant au niveau des mœurs.



Imad Abu Shtayyah, *We shall return*, 2014

Ce genre de débat fait partie des sujets de discussion courants. Le cessez-le-feu à Gaza est considéré comme une victoire de la résistance par les personnes que nous rencontrons, victoire vite tempérée par l'annonce deux jours plus tard de l'occupation du camp de réfugiés de Jénine³ par l'armée israélienne, celle-ci ayant de toute évidence décidé de se calmer sur les Gazaoui·es pour mieux occuper la Cisjordanie...⁴ Le même jour, la tension est montée d'un cran dans toute la région, et le ministre israélien Bezalel Smotrich⁵, a confirmé que la «sécurité» (comprendre: le contrôle) de la Cisjordanie a été ajoutée aux «buts de guerre».

Quel avenir pour nos ami·es?

Un berger nous disait hier autour du feu qu'il n'aurait besoin de rien d'autre que de l'arrêt de la colonisation pour être heureux. Il a le sentiment que l'intention du gouvernement israélien est de leur rendre la vie impossible jusqu'à ce que les Palestinien·es n'aient plus d'autre choix que de partir. Entre deux blagues sur la générosité des gens d'ici, il s'excusait presque de son pessimisme! Comment ne pas être touché·es devant la capacité des gens ici à faire face au drame quotidien, à la banalisation de la violence, sans sombrer dans le désespoir. Ils et elles sont pris dans un piège insoluble: s'ils tentent de résister, l'accusation de terrorisme apporte une justification à l'illégal mais inéluctable colonisation israélienne. Cependant, les dernières années ont

montré l'échec des manifestations pacifiques et des négociations internationales⁶, qui n'ont conduit qu'à l'occupation silencieuse et exponentielle du territoire palestinien, avec un soutien sans faille des puissances alliées d'Israël. Quelle alternative reste-t-il aux Palestinien·es pour garantir leurs conditions d'existence, tant matérielles que symboliques?

Trois jeunes Français·es solidaires

1. Publié dans la feuille hebdomadaire de Radio Zinzine, *L'Ire des Chenaies* n°1040, 30 janvier 2025.

2. http://www.btselem.org/publications/summaries/201712_made_in_israel

3. À partir du 21 janvier 2025, Israël entame l'expulsion totale du camp. Une fois vidées, une partie des habitations sont détruites à l'explosif (au moins une centaine début février). Le camp avait déjà été rendu inhabitable par les bombardements; de fortes perturbations dans la fourniture d'eau, d'électricité et dans la collecte des déchets ont aussi été relevées. Le bilan total des expulsés varie entre 24 et 30 000 personnes (ndlr).

4. Deux ministres d'extrême droite, qui font partie de la coalition au pouvoir, se sont fermement opposés à l'accord de cessez-le-feu, pourtant entré en vigueur le 19 janvier. Le champ libre laissé aux colons en Cisjordanie et l'expulsion du camp de Jénine consécutifs au 19 janvier pourraient expliquer le maintien de Netanyahu malgré une très grande contestation au sein de son gouvernement.

5. Bezalel Smotrich, ministre israélien des finances et ministre au ministère de la défense, d'extrême droite, se définit comme fièrement homophobe, et défend le projet d'une annexion totale par Israël de la Palestine historique, de la Jordanie, du Liban, de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak et de l'Arabie saoudite afin de former le «Grand Israël».

6. Ceci malgré les nombreuses condamnations émanant d'institutions et d'ONG: Amnesty international, la Cour internationale de justice, Médecins sans frontières, Human Rights Watch, l'UNWRA, etc., ainsi que de nombreuses résolutions de l'ONU contre, entre autres, l'occupation illégale de territoires palestiniens, restées lettre morte, en l'absence de leviers politiques pour les faire appliquer.

seulement les systèmes mondiaux mais aussi les mentalités individuelles. Ils remettent en question des biais profondément enracinés, aidant les participant·es du Nord global à confronter et commencer à démanteler les structures de privilège dont iels bénéficient souvent inconsciemment.

Une réalité brutale

Cependant, tandis que l'événement visait à bâtir des ponts, le processus de visa a révélé à quel point il est difficile pour les jeunes du Sud global d'accéder à des opportunités dans le Nord global. Une réalité dure et cruelle. Pour les jeunes participant·es sud-africain·es sélectionné·es, ce voyage était leur première expérience à l'étranger. Activistes travaillant à l'échelle locale pour résoudre les problèmes de leurs communautés, souvent sans emploi formel ni soutien financier substantiel, iels avaient malgré tout obtenu un financement complet pour ce déplacement de la part d'une fondation Suisse. Mais leurs demandes de visa ont rencontré des obstacles. Le processus exigeait des preuves de stabilité financière, un critère injuste lié au privilège. Cela s'est avéré être une barrière majeure, les faisant se sentir davantage comme des suspect·es que comme des invité·es.

En raison de ces restrictions et exigences, les participant·es sud-africain·es sélectionné·es n'ont pas pu participer à l'échange et se rendre en Suisse. Sur six participant·es, seul·es deux ont obtenu leur visa. Baby, ainsi que Shoki Abiguelu Chuene, Keagen Jeron Gertse, et Masegow Gorgy Machwisa, ont vu leur demande refusée. Ce refus n'a pas été qu'une déception personnelle: il était profondément injuste, soulignant combien il est difficile pour les jeunes issus de milieux moins favorisés du Sud global de participer à des événements internationaux dans le Nord global, quelle que soit leur qualification ou leur mérite. Plus douloureusement, le poids émotionnel a été lourd. Beaucoup de participant·es se sont sentis découragé·es, remettant en question leur valeur personnelle malgré le fait que le problème résidait dans le système.

Un paradoxe troublant

D'un côté, l'institution suisse Movetia offre un soutien financier et logistique pour des projets tels que «Rise and Regenerate – Rite of Passage», promouvant les échanges inter-culturels et la coopération internationale. De l'autre, l'Ambassade de Suisse en Afrique du Sud empêche les jeunes de participer à des initiatives officiellement soutenues par les autorités suisses.

Dans ce cas précis, Movetia a entièrement financé notre projet d'échange international, même si quatre participant·es sud-africain·es n'ont pas pu y assister en raison du refus de leur visa. Bien que nous soyons reconnaissant·es pour l'engagement de Movetia, il est difficile de comprendre pourquoi deux institutions du même pays, Movetia et l'ambassade suisse, ne parviennent pas à collaborer efficacement, s'apercevant ainsi les objectifs mêmes que ces projets sont censés atteindre.

Leur absence a été ressentie

L'absence de Baby, Shoki, Keagen et Masegow a brisé le cœur de tou·tes les participant·es à l'échange. Dès le premier jour, le

RENCONTRES

Jeter des ponts: la jeunesse face aux inégalités globales

En août 2024, un groupe de jeunes adultes venu·es du monde entier s'est réuni en Suisse pour participer à un programme d'échange international pour les jeunes, *Rise and Regenerate – Rites of Passage*. Cet événement, un séminaire résidentiel de dix jours destiné à cultiver le leadership et l'activisme chez des jeunes internationaux, a été organisé grâce aux efforts conjoints des organisations suisses Les Coccinelles et Rites de Passage, ainsi que de l'organisation sud-africaine ACTIVATE!. Il a également bénéficié du soutien financier de Movetia, une fondation qui promeut les échanges, la mobilité et la coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation auprès des jeunes, en Suisse, en Europe et à l'échelle mondiale.

Pour les participant·es sud-africain·es, ce n'était pas qu'une simple opportunité de voyager: c'était une occasion exceptionnelle de rencontrer d'autres jeunes et créer des liens pour la vie. Représentant·es de leurs townships et villages, ce voyage incarnait aussi une source de fierté pour leurs communautés. Pour Obohle «Baby» Sihu, une jeune femme issue d'un village rural en Afrique du Sud, cette opportunité allait bien au-delà d'un projet personnel. Toute sa communauté voyait en son voyage une opportunité de mettre leur village sur la carte et de montrer au monde leur richesse et leur potentiel. De nombreux jeunes de sa région aspirent à de grandes choses malgré des opportunités limitées, et ce voyage représentait une preuve que leurs rêves peuvent

les mener loin. Pour son village, c'était une façon affirmée de dire au monde: «*Nous sommes ici, et nous comptons, nous avons des choses à vous apporter.*»

Une rencontre de cultures

Cette rencontre de cultures était tout aussi importante pour les participant·es du Nord global, comme celles et ceux venant de Suisse, d'Italie et d'Allemagne. De telles expériences offrent une rare opportunité aux jeunes issu·es de milieux privilégiés d'interagir directement avec les réalités vécues par celles et ceux des régions historiquement marginalisées. Ces échanges suscitent des discussions essentielles sur le racisme systémique, les héritages coloniaux et la nécessité de décoloniser non

groupe a tenu une cérémonie symbolique pour inclure ces jeunes en esprit et honorer leurs histoires. La résilience de Baby et l'espoir qu'elle portait pour sa communauté ont inspiré toutes les personnes présentes.

Pour les rapprocher, les participant·es ont organisé une soirée dansante et ont invité les quatre jeunes à se joindre en ligne. Bien que cela ne puisse remplacer leur présence physique, c'était une manière de rappeler à tou·tes qu'ils faisaient toujours partie de l'aventure. Cependant, même participer en ligne n'a pas été une mince affaire, leurs communautés étant régulièrement confrontées à des coupures de courant, une réalité très présente dans de nombreuses régions d'Afrique.

Cela est d'autant plus frustrant que le continent regorge de ressources naturelles nécessaires à la production d'énergie, mais beaucoup de ces ressources sont extraites et

exportées pour profiter au Nord global, laissant les populations locales lutter pour satisfaire leurs besoins énergétiques de base.

Un appel au changement

«Rise and Regenerate» a montré à quel point les connexions globales peuvent être puissantes, mais il a également révélé à quel point le terrain reste inégal. Pour que des événements tels que celui-ci atteignent pleinement leur objectif, les institutions et gouvernements doivent abandonner des processus de visa empreints de méfiance et d'injustice, en concevant des systèmes qui reconnaissent le potentiel des individus au lieu de juger leur valeur sur la base de leur compte en banque. Il est temps de briser cette présomption systématique et humiliante selon laquelle venir d'un pays du Sud global signifie forcément vouloir demander asile dans un pays tel que la Suisse.

En abaissant ces barrières, nous pouvons

garantir que les jeunes activistes, quel que soit leur lieu d'origine, aient la chance de faire entendre leur voix et de grandir. Il ne s'agit pas seulement d'ouvrir des portes, il s'agit de bâtir un monde où les opportunités sont réellement accessibles à tous et toutes. Et d'honorer combien les voix du Sud global fertilisent et enrichissent les réflexions tenues dans le Nord, et d'affirmer combien toutes discussions sur la justice et la durabilité sont une sorte de huis clos post-colonial lorsque ces voix sont absentes du débat.

Des événements tels que «Rise and Regenerate» prouvent ce qui est possible lorsque l'inclusion est au cœur de la collaboration, à nous tou·tes de faire de cette vision une réalité. Nous espérons vraiment que les visas des participant·es de l'édition 2025 seront cette fois-ci accordés sans encombre.

Association Les Coccinelles
et Rites de Passage

TURQUIE/JUSTICE

Nouveau report d'audience au procès de Pinar Selek

Face au déni de justice, la mobilisation continue!

Alors que le procès de Pinar Selek entre dans sa 27e année, la mobilisation internationale en soutien à l'universitaire et écrivaine ne cesse de se renforcer. En témoigne le succès de la journée de solidarité autour des libertés académiques organisée à l'Université Côte d'Azur ce 7 février en présence de nombreux universitaires, de président·es d'universités, des représentant·es des directions du CNRS et de l'IRD et d'associations académiques.

À Istanbul, pour la quatrième fois, des élu·es de la république, des avocat·es, des universitaires, des hommes et femmes de lettres, militant·es des droits humains ont assisté à l'audience. Ce soir, à Istanbul, à Nice, à Paris et dans le monde entier, des centaines de soutiens de différents collectifs se sont rassemblés.

Le tribunal a annoncé un 5^e report d'audience au 25 avril 2025. Cette décision est un scandale. Les juges refusent l'évidence: Pinar Selek est innocente comme l'ont déjà établi tour à tour quatre procès. Cherchent-ils à gagner du temps? La Turquie joue-t-elle la montre pour épuiser la solidarité internationale, alors qu'elle ne cesse de se renforcer? Joue-t-elle sur le contexte de durcissement des équilibres géopolitiques contre la démocratie, la science, les droits des minorités, comme le montre l'actualité au Proche-Orient, aux États-Unis, en Europe? Plus encore, cet éternel report signifie-t-il qu'aux yeux des autorités turques, Pinar Selek est déjà jugée et condamnée?

De fait, après avoir fabriqué de toutes pièces des «preuves» à charge, après avoir suscité de faux témoignages, après avoir attaqué directement la liberté académique en France en fabriquant une incrimination de terrorisme contre l'Université Côte d'Azur,

après que des documents essentiels produits par la défense n'ont pas été intégrés au dossier, la justice turque semble n'avoir plus rien d'autre à inventer que la répétition sans fin d'une demande de mandat d'arrêt international et de comparution de Pinar Selek en Turquie. Cette stratégie du déni est vouée à l'échec. En dépit de deux années de prison, en dépit de la torture, malgré l'exil, malgré 27 années de persécution et 4 procès, Pinar Selek poursuit son activité scientifique, littéraire et militante. Rien ne l'arrêtera, ni ne nous arrêtera: des centaines de soutiens à travers le monde l'aideront à retrouver sa liberté et ses droits.

Aujourd'hui plus de 500 universitaires du monde entier témoignent de leur soutien à Pinar Selek dans une tribune, publiée dans 5 journaux européens, l'ensemble des président·es d'université de France s'exprime tandis que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche apporte à Pinar Selek son indéfectible soutien. Les collectifs mobilisés aux côtés de Pinar Selek dénoncent ce nouveau report, exigent qu'elle soit définitivement acquittée et que son honneur soit lavé.

Coordination des collectifs de solidarité
avec Pinar Selek
7 février 2025

Vague d'arrestations

Entre le vendredi 14 février et le mardi 18 février, la police turque a arrêté de nombreuses personnalités proches de l'opposition.

Près de 300 personnes, toutes accusées d'être «membres de l'opposition» ont été arrêtées dans 51 des 81 provinces à majorité kurde de l'est du pays. Selon les médias, des journalistes figuraient parmi les personnes arrêtées. La dernière fois, lors des élections présidentielles de 2013, que le président Recep Tayyip Erdoğan a annulé, deux autres viennent de s'ajouter. Il risque l'inéligibilité et son mandat de député sera annulé. Yildiz Tar, rédacteur en chef de KaosGL.org, et Elif Akgül, une des dirigeantes des plateformes turques de journalistes pour la liberté d'expression, ont participé à plusieurs audiences au procès de Pinar Selek, ont participé à plusieurs audiences en Turquie. Yildiz Tar est journaliste et défenseur des droits humains. Elif Akgül était également présente lors de la dernière audience de Pinar Selek. Elle est une des nombreuses personnes arrêtées contre les journalistes, les défenseur·euses des droits humains, les activistes et les soutiens de la situation de près* et de soutenir les appels à la libération.

* <<https://mlsaturkey.com/en/detentions-statement-organization>>



Selma Gurbuz. G

HAUT-PARLEUR

«Mes ami·es, mes solidaires, mes collègues et cher·es journalistes, Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Université de Strasbourg fut contrainte de fermer ses portes sous l'occupation nazie, c'est l'Université de Clermont-Ferrand qui l'accueillit. En ouvrant ses portes à ses professeur·es, ses étudiant·es, ses chercheur·euses, elle est devenue, face à la barbarie, un bastion de résistance intellectuelle. Nous sommes fier·es de cet héritage.»

Mais la barbarie n'a pas disparu avec le passé. Aujourd'hui encore, la libre pensée, l'expression, la recherche sont en danger. Nous le savons: la fascisation n'est pas un phénomène marginal. Elle s'étend, se banalise à une vitesse effrayante. Les attaques contre moi, contre mon travail, contre mon université, ne sont pas des cas isolés. Elles s'inscrivent dans une offensive globale contre les libertés académiques, contre les droits humains, contre toutes celles et ceux qui pensent, questionnent, résistent. Partout dans le monde, des régimes autoritaires et des forces obscurantistes cherchent à contrôler les esprits, à écraser la pensée intellectuelle et à

museler les voix critiques. Iels attaquent les chercheur·euses, les journalistes, les artistes. Celles et ceux qui enquêtent, qui analysent, qui créent, qui s'expriment.

Iels gagneront peut-être. Mais qu'est-ce que gagner? Nous sommes ici, ensemble. Et nous affirmons, par notre présence, que défendre les libertés académiques, c'est inscrire notre engagement dans l'histoire... et cela nourrira la lumière des lucioles qui continuent d'éclairer les ténèbres.

Depuis mon arrivée en France en 2012, j'ai été accueillie par l'Université française, héritière de résistances. Une université qui n'est pas seulement un lieu de savoir, mais un espace de débat et de liberté. J'ai d'abord trouvé asile académique à l'Université de Strasbourg, puis à l'École normale supérieure de Lyon. Mais à l'Université Côte d'Azur, je suis chez moi. Mon asile est terminé. Pour toujours. Ici c'est mon Université. Où j'ai vécu une expérience précieuse, d'intégration réciproque. Dire «merci» serait trop faible pour exprimer la force de ce lien. Je suis fière de mon université, de ma ville, qui porte en elle une grande histoire de

solidarité et de résistance. Je pense à Charlotte Salomon, grande artiste juive réfugiée à Nice durant l'Occupation. Avant d'être dénoncée et déportée à Auschwitz, elle écrivait dans son journal que cette ville lui avait offert le sourire, l'amour et la force de créer. Peut-être, un jour, donnerons-nous son nom à la gare d'où elle fut arrachée à cette terre qu'elle aimait tant. Elle est toujours là, une luciole parmi nous.

Aujourd'hui, alors que mon procès se tient à Istanbul et que le verdict tombera, je ferai un acte de solidarité avec deux autres lucioles, Verisheh Moradi et Pakhshan Azizi, deux féministes kurdes condamnées à mort en Iran. Pour qu'elles ne disparaissent pas dans le silence, j'irai, après cette conférence de presse et avant l'événement scientifique sur les libertés académiques, déposer un paquet à la poste. Un paquet destiné à la prison d'Evin. À l'intérieur, la médaille pour les droits humains que j'ai reçue cette semaine de la Ville de Grenoble et que je leur ai dédiée. J'y ai ajouté d'autres cadeaux dont une peinture qu'Edmond Baudoin a réalisée pour moi.

Je vous remercie d'être les témoins de cet acte. Je me souviens d'une phrase que m'avait dite une professeure lors de ma première année de sociologie: «Si tout était visible, nous n'aurions pas besoin de scientifiques.» Aujourd'hui, j'ajoute: «Si tout était visible, nous n'aurions pas besoin de scientifiques, d'artistes et de journalistes.»

Merci pour votre travail.

Pinar Selek

Arrestations en Turquie

Turquie a procédé à une vague d'arrestations de député·es et de

«présumés d'organisations terroristes», ont été arrêtées, a communiqué. Selon un bilan provisoire du ministère de l'Intérieur, ces arrestations ont eu lieu dans les régions sombres de petits partis de gauche, un artiste et au moins trois autres personnes. La dernière vague d'arrestations aussi massive avait eu lieu avant les élections locales de mai. Le président Tayyip Erdogan avait remporté au second tour. De même, une autre figure de l'opposition et candidat potentiel à la présidence, Selahmettin Demirtaş, a été condamné à sept ans de prison.

Constanze Warta, ancienne rédactrice en chef de *Bianet* – l'une des principales voix de la presse indépendante – ont été arrêté·es et emprisonné·es. Yildiz et Elif ont travaillé dans les médias et ont apporté un soutien considérable au comité de soutien aux personnes transgenres et s'engage pour la protection des droits LGBTQI+. Elif Pinar le 7 février. Face à cette nouvelle vague de répression contre les journalistes, les artistes et les personnalités politiques, il est important de suivre les actions de nos ami·es emprisonné·es.

Constanze Warta

Arrestations>

SUISSE/MIGRATION

Délit de solidarité

Une fois de plus, la Suisse criminalise notre courage et notre humanité. Dans le Jura, une personne est criminalisée parce qu'elle a accueilli un réfugié chez elle.

Avec ses différentes initiatives xénophobes et ses campagnes de désinformation racistes, l'Union démocratique du centre (UDC), parti populiste de droite, est connue au-delà des frontières pour son agenda politique en matière de migration et d'asile. En imposant son discours à l'opinion publique et aux médias, elle est parvenue, ces vingt dernières années, à empoisonner les esprits et les cœurs d'une partie de la population: en instrumentalisant des incidents, en publiant des rapports nuisibles, en insultant et en mentant sur les migrant·es et les communautés noires et arabo-musulmanes d'ici ou d'ailleurs. Mais l'extrême droite suisse est d'autant plus dangereuse qu'elle a réussi ces dernières années à transposer son discours dans plusieurs de nos lois. L'article 116 de l'AIG (Loi sur les étrangers et l'intégration), qu'on appelle plus communément le «délit de solidarité», en est l'une des nombreuses manifestations.

Peur et insécurité

Certain·es réfugié·es et migrant·es n'entreprennent pas ou tardent à entreprendre les démarches administratives pour s'établir en Suisse, notamment par peur d'une procé-

sure difficile ou d'une expulsion forcée. Et il y a de quoi avoir peur: la procédure d'asile en Suisse est abusive et pousse systématiquement dehors les personnes en quête de protection et de stabilité. Rappelons que le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a fièrement annoncé une augmentation de 20 % des personnes concernées par une décision de renvoi en 2023 (par rapport à 2022). Au total, 5742 personnes ont été renvoyées, dont 3714 sous contrainte.¹ Pour citer un autre chiffre significatif: seul·es 34,2 % des demandeur·euses ont obtenu l'asile en 2024.² Cela est également dû à la nature des auditions: le film *L'Audition* de Lisa Gerig, réalisé en 2023, permet de comprendre ce drame en reconstituant l'audition de quatre demandeur·euses d'asile débouté·es en Suisse. Grâce à ce film, nous comprenons mieux pourquoi les réfugié·es ont peur et refusent de s'engager dans ces procédures discriminatoires.

Courrier du procureur

Malgré les difficultés, des personnes choisissent d'aider les migrant·es et les réfugié·es, notamment en les aidant à trouver un

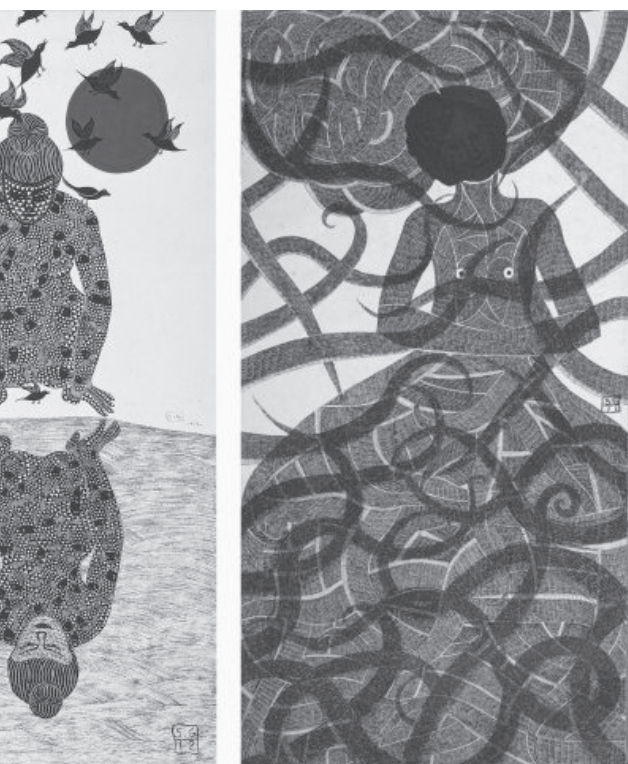


Illustration: Ad Gloriam, 2016. Milieu: Face à moi-même, 2012. Droite: Serpentine, 2011.

logement ou en les accueillant chez elles. Et c'est là que l'article 116 de l'AIG entre en jeu avec la menace d'une ordonnance pénale qui, au mieux, conduit à une amende, au pire à une peine de prison. C'est exactement ce qui arrive à l'une de nos amies.

Caroline Meijers s'engage depuis de nombreuses années pour les migrant·es. En 2001, elle a fondé avec des ami·es le MJSSP (Mouvement Jurassien de Soutien aux Sans-papiers)³. Cette initiative se fait connaître dans le canton du Jura par ses nombreuses actions et prises de position, l'organisation de conférences, de fêtes de Noël, d'interventions dans les médias et par un soutien direct aux personnes sans papiers.

Le 31 janvier 2025, Caroline reçoit une lettre du ministère public cantonal: celui-ci estime que «l'enquête ouverte à l'encontre de Meijers Braun Caroline pour infraction à la loi sur l'entrée et le séjour irréguliers, pour avoir facilité l'entrée, le séjour ou le départ irréguliers de Jacob X. (pseudonyme) est terminée». Le parquet fait savoir qu'il a l'intention de clôturer prochainement l'enquête en rendant une ordonnance pénale. En fait, Caroline avait accueilli chez elle une personne en difficulté qui avait fui son pays. En avril 2024, la police s'est présentée chez elle avec un mandat de perquisition. Caroline a déclaré qu'elle avait accueilli Jacob X et qu'elle le faisait pour l'aider à déposer une demande d'asile en Suisse. La police lui a expliqué qu'elle était en infraction avec la loi sur l'asile. Après avoir reçu la lettre du procureur, Caroline a décidé de rendre son procès politique et public afin de dénoncer la politique d'asile suisse.

La désobéissance est nécessaire!

Cette loi criminalise l'aide aux réfugié·es. Mais elle va encore plus loin: la loi frise la non-assistance à personne en danger et menace l'humanité qui est en nous. Elle veut nous obliger à ne rien faire lorsque nous nous trouvons devant une personne en détresse. Elle invite à se replier toujours plus sur soi-même et à considérer définitivement les autres comme une menace potentielle. Quoi de mieux pour attiser la xénophobie et le racisme en Suisse? Une aubaine pour l'extrême droite – une honte pour la Suisse.

Heureusement, la désobéissance existe toujours, même si le Parlement a refusé en 2020 d'introduire dans cette loi une exception pour «motifs honorables». Nous pouvons être fier·es des personnes et des collectifs qui s'opposent activement au régime migratoire actuel en Suisse. La liste est longue, mais nous pouvons notamment mentionner «Solidarité sans frontières»⁴ qui publie des bulletins d'information sur l'actualité et les luttes autour de ce thème, organise des conférences et des actions et participe à des campagnes nationales et internationales. N'oublions pas de leur témoigner notre solidarité.

Et tout notre soutien à Caroline!

Axl Van der Beke
Animateur de la coopérative
«Espace Noir»*
St-Imier (Jura suisse)

* <espacenoir.ch>.

1. <asile.ch/2024/03/25/expulsions-une-bien-triste-performance>.

2. <admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-104162.html>.

3. <http://mjssp.ch/>.

4. <solidarityacrossborders.org>.

«Les enthousiastes, aveuglés par le pouvoir colossal mis entre les mains d'Homo sapiens par ces avancées techniques, le nomment la nouvelle Renaissance ou la Quatrième Révolution Industrielle.» Ou selon l'économiste Geneviève Azam, «le délire prométhéen d'une maîtrise infinie du monde»².

Pour Laetitia Pouliguen, directrice du think tank NBIC Ethics, «si la généralisation de l'IA et des algorithmes ne s'accompagne pas d'une réflexion sur la nature de l'homme, la société risque de sombrer dans des dérives dystopiques et transhumanistes. (...) Il est évident que notre quotidien va être profondément transformé, que ce soit dans notre rapport au réel ou à l'autre, par l'immixtion de la machine, de l'IA, et des algorithmes dans nos vies journalières.»³

«Il s'agit de prendre le contrôle des processus biophysiques et biochimiques sur Terre, de domestiquer tous les êtres vivants, le climat, et en définitive la totalité de la biosphère.»²

Selon Hélène Tordjman, il existe déjà des centaines d'exemples d'application de ces procédés. Quel lien entre les NBIC et les OGM? «La puissance des ordinateurs et de l'intelligence artificielle permet aujourd'hui de décrypter les génomes des espèces vivantes à une échelle industrielle, ce qui incite les grandes firmes telles que BASF à breveter des séquences génétiques de milliers d'espèces pour s'approprier le vivant. Récemment, des scientifiques sont parvenus à créer le premier organisme vivant entièrement artificiel, le xenobot. Ce dernier est capable de se déplacer, de se régénérer et de s'autoreproduire.»²

Elle évoque les «cornées-rétines artificielles» qui permettraient à des soldats d'avoir «une vision infrarouge, (...) des globules rouges augmentés qui permettraient d'absorber tellement d'oxygène qu'un être humain pourrait rester quatre heures sous l'eau sans respirer.» L'entreprise Neuralink d'Elon Musk tente de fabriquer des implants cérébraux pour augmenter les capacités cognitives. «Dans un monde dominé par les NBIC, il y a de moins en moins de place pour l'être humain et pour l'humanité. C'est un monde eugéniste en quelque sorte, où ceux qui ont décidé de se mettre des implants, d'augmenter leur capacité cognitive, seront soi-disant supérieurement intelligents et prendront les décisions, et tous les autres, ceux qui refuseront de s'augmenter, de fusionner avec la technique, formeront une sous-espèce. Ce seront les chimpanzés du futur. C'est leur vision de la société.»⁴

Quel rôle pour l'Europe?

Selon Laetitia Pouliguen, l'Europe serait «historiquement le premier foyer de réflexion philosophique et morale, et doit continuer de l'être dans les secteurs de pointe. Nous, Européens, sommes pris entre deux feux, d'une part les GAFAM américains, et d'autre part les BATX chinoises (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi).»³

Ce n'est malheureusement qu'une partie de la réalité en Europe. En anglais on dirait du wishful thinking. Car bien évidemment, les entreprises et les gouvernements européens ne veulent pas rater ce train ultra-lucratif. Emmanuel Macron était fier d'accueillir le Sommet pour l'Intelligence Artificielle à Paris les 6-7 février. Cet événement a réuni des chercheur·euses, des chef·fes d'en-

ENVIRONNEMENT/TECHNOLOGIES

La convergence NBIC

Depuis que j'anime la série d'émissions «*Raconte-moi les OGM*» sur les ondes de Radio Zinzine, en partenariat avec l'impressionnante équipe de l'association et média français Inf'OGM, je suis systématiquement effrayé par les choses que l'on découvre. Les agissements profondément écocidaire des promoteurs industriels, les atteintes au vivant, la volonté cynique de ces apprentis sorciers de le posséder et de le manipuler. Mais la 18^e émission a battu tous les records.

Le sujet: «*La convergence NBIC*». Cela vous dit quelque chose? Personnellement je n'étais pas encore au courant de ce que notre interlocutrice, Hélène Tordjman, décrit comme «un projet de société» qui avance masqué. Hélène est maître de conférence en Économie à l'université Sorbonne Paris Nord et autrice du livre *La croissance verte contre la nature – critique de l'écologie marchande* (La Découverte, 2021). Elle est également membre du Conseil d'administration d'Inf'OGM.

«La nouvelle économie des années 1990, fondée sur Internet et les biotechnologies, a continué à se développer malgré le krach de 2001», laissant «entrevoir des possibilités de combinaisons presque infinies entre les nanotechnologies (N) et les biotechnologies (B), les sciences de l'information (I) et de la

cognition (C), unies par un même langage, celui de la complexité». La recherche a été «financée par les États-Unis, suivis du Japon, de l'Europe et des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), par des fondations telles que Rockefeller ou Bill et Melinda Gates et par de grandes entreprises, au premier rang desquelles Google et sa maison mère, Alphabet».

«Pour retracer sa genèse et comprendre son inspiration, il faut remonter à une conférence qui a fait date. Tenue en décembre 2001 à Washington, sous l'égide de la National Science Foundation (NSF) et du ministère du Commerce (Department of Commerce), elle appelait à la convergence entre ces diverses techniques pour construire la société de demain: «Des technologies convergentes pour améliorer la performance humaine» était son titre.»¹

treprise, des décideur·euses politiques et des expert·es qui ont échangé des idées, présenté des recherches novatrices et abordé les défis de l'IA dans des domaines tels que la biologie, la physique, l'économie et l'éthique.

Sur le site de l'Élysée il est précisé que ce sommet doit répondre à «des questions qui se posent pour tous». La première de trois questions évoquées: «comment développer massivement les technologies et les usages de l'IA dans l'ensemble des pays du monde».

Le 7 février, le président français a annoncé un programme de construction en France de 35 nouveaux *data centers*. Ces sites, qui occuperont environ 1200 hectares au total, auront chacun une surface de 18 à 150 hectares. Ils sont extrêmement énergivores. La demande d'électricité devrait atteindre environ 35 gigawatts (GW) d'ici 2030, contre 10 GW aujourd'hui. Adieu les appels à la sobriété énergétique!⁵

Et pourtant, le plan de sobriété énergétique du gouvernement avait été rendu public le 6 octobre 2022 par la première ministre Élisabeth Borne qui avait invité «à la mobilisation générale de l'État, des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens.»

En France, la convergence décrite par Hélène Tordjman existe surtout à Grenoble. «L'attractivité et la compétitivité de l'écosystème grenoblois reposent sur l'excellence de son pôle scientifique, sur le regroupement en une seule et même place de grands instruments de recherche européens et sur la très forte synergie entre les entreprises et les acteurs de la recherche. Grenoble bénéficie d'un environnement riche dans les nanotechnologies, avec la présence de grands groupes industriels, un grand nombre de PME/PMI et de nombreux laboratoires de recherches.»⁶

Ce qui frappe quand on cherche sur Internet des informations sur la convergence NBIC est qu'il y a très peu de présentations faites par ses promoteur·euses. On trouve plutôt des articles ou documents sur les questionnements éthiques. Pour Hélène Tordjman, pourquoi iels font preuve d'une telle discrétion n'est pas un mystère. Iels ont bien compris l'erreur commise il y a plusieurs décennies par des entreprises telles que Monsanto qui vantait publiquement les mérites de la transgénèse et de son produit phare, le *Roundup*. Ceci a provoqué une levée de boucliers citoyenne qui a eu comme conséquence un sérieux coup de frein au développement de ces techniques.

Les révélations qu'apporte Hélène sont ahurissantes, mais c'est mieux de savoir et de ne pas faire l'autruche. L'équipe d'Inf'OGM fait partie d'un cercle trop restreint d'organisations qui cherchent à suivre, à comprendre et à dénoncer ces évolutions. Elles sont nettement moins puissantes que les entreprises et leur armée de lobbyistes qui plaident la cause des NBIC. Inf'OGM mérite notre soutien. Vous pouvez vous abonner à ses informations et lui envoyer des dons sur <www.infogm.org>.

Nicholas Bell
FCE/Radio Zinzine

1. Extraits du premier chapitre du livre d'Hélène Tordjman.
2. «Convergence NBIC: vers une domination totale de la nature par la technologie», greenwashingeconomy.com.
3. «Face à l'avènement de l'intelligence artificielle, nous manquons de philosophes», entretien avec Laetitia Poulliguen, *Le Figaro*, 19 janvier 2023.
4. Extrait de l'émission N°18, *La convergence NBIC*, dans la série «Raconte-moi les OGM» de Radio Zinzine <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9915>>.
5. Plus d'infos sur l'IA dans l'émission *Intelligence artificielle, un fanatisme technologique néfaste*, de Radio Zinzine <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10066>>.
6. Extrait du site internet de l'INP-UGA (Université Grenoble-Alpes).

sein du réseau, c'est de nourrir le processus de transformation culturelle, depuis la réflexion collective quotidienne, vers un esprit de solidarité et de co-responsabilité. Teresa, associée de la coopérative *El Triunfo* depuis 54 ans, raconte «le principal obstacle se trouve en nous-mêmes. L'obstacle est interne, mais individuellement, nous ne pouvons pas le résoudre. C'est pourquoi nous avons une équipe, pour le surmonter et devenir de meilleures personnes».

Au cœur de ce processus, des réunions: quelques 3000 par an, qui s'étirent parfois du matin jusqu'à tard le soir. Les travailleur·euses associées de Cecosesola y consacrent au bas mot 20% de leur temps de travail. Sans échanges profonds et réguliers, difficile en effet de faire collectif et de déconstruire les hiérarchies, les habitudes personnelles imprégnées de capitalisme, d'individualisme et de patriarcat. Au-delà des réunions, iels s'appuient sur la rotation des tâches et sur le principe d'égalité des revenus (majorés selon le nombre d'enfants à charge) pour chaque travailleur·euse associé·e. Et c'est une histoire qui dure...

Se réapproprier l'essentiel

Dès 1967, Cecosesola commence fort, à travers une réappropriation collective de la mort. En réponse à un besoin profond dans les quartiers populaires de pouvoir enterrer ses proches dignement, un service funéraire coopératif est créé. Il constitue encore aujourd'hui un des piliers de l'organisation: loin des pratiques spéculatives des entreprises classiques de pompes funèbres, il permet aujourd'hui à 23.000 familles d'accéder à ce service essentiel.

Puis en 1975, après des mois de participation aux mobilisations émergeant des secteurs populaires contre l'augmentation des tarifs des transports publics, Cecosesola reprend à son compte la plupart des lignes de bus de la ville de Barquisimeto en s'engageant à maintenir un tarif bas. Ensemble, travailleur·euses et usager·es s'organisent, décident du tarif et des trajets des lignes de bus, permettant ainsi de desservir en priorité les quartiers les plus précaires de la ville. C'est cet engagement pour la communauté qui vaudra à Cecosesola une répression d'État et une campagne de presse assassine. Mais à travers cette expérience, elle affirme sa solidarité avec toute la communauté dont elle émane, loin du fonctionnement des coopératives traditionnelles, dont l'action se limite le plus souvent au bénéfice de leurs membres. C'est également à ce moment-là que débute une phase de remise en question de toute forme de hiérarchie interne. Iels cessent alors de fonctionner avec des postes de gérant·es, qui nourrissent trop souvent les jeux de pouvoir. Une fois surmontée la féroce répression étatique et essuyé un endettement sans précédent, Cecosesola amorce un changement de cap au début des années 1980: priorité à l'affirmation, à l'organisation collective *en faveur* d'une autre société, et non plus *contre* celle qui existe.

Construire le monde que nous voulons, ici et maintenant

C'est ainsi qu'ouvre en 1983 la première *feria de consumo familiar*, ces marchés coopératifs qui constituent encore aujourd'hui le cœur

VENEZUELA

Construire le monde que nous voulons, ici et maintenant

Janvier 2025: Difficile d'avoir d'autres échos du Venezuela que ceux de la bataille politicienne et médiatique autour du troisième mandat présidentiel de Nicolas Maduro. Alors que le pays se déchire, en pleine investiture, sur la légitimité de sa réélection, les travailleur·euses associées de Cecosesola (Centrale Cooperative des Services Sociales de Lara) s'activent pour ouvrir, du mercredi au samedi, les *ferias*, ces grands supermarchés autogérés au cœur de Barquisimeto, une ville de plus d'un million d'habitant·es dans l'État de Lara. C'est ce réseau de 51 structures coopératives solidaires et autogérées, portées par plus de 1200 coopérateur/trices, que nous sommes allées rencontrer pendant trois mois, au début de l'année 2024.

«Nous», ce sont deux longomaïennes (de France et d'Allemagne) et une personne du réseau allemand *Kommuja*. Nous avons voyagé dans le cadre de l'*intercambio* («échange»), qui permet depuis 2017 à des associées de Cecosesola comme à des membres de divers lieux collectifs européens de se rendre visite pendant trois mois. Décembre 2023: à notre arrivée à la *Feria del Centro*, implantée dans un des quartiers les plus populaires de Barquisimeto, c'est la surprise en échangeant avec les associées de

la coopérative: ici, on ne s'intéresse pas franchement aux opinions politiques des un·es et des autres. Qu'elle soit pro ou anti-chaviste, toute personne recommandée (par un·e associé·e) et désireuse de contribuer au projet Cecosesola est la bienvenue. Ici, on défend l'idée que ce qui fait collectif et permet de déplacer des montagnes, ce sont les relations que l'on soigne, et que c'est la transformation personnelle et collective – et *in fine*, par ricochet, de la société – que l'on vise. La raison d'être, au fond, de toute activité collective au

de l'activité économique du réseau. Il existe au total 22 lieux de vente à Barquisimeto et dans les autres villes ou villages où sont localisées les coopératives associées. 100.000 familles s'y approvisionnent actuellement. Et jusqu'à 40% des habitant·es de Barquisimeto viennent, à un moment ou à un autre, y chercher les produits de base à des tarifs qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs dans la ville. En plus des produits d'épicerie, ce sont 500 tonnes de produits frais qui y sont vendus chaque semaine. 70% de ces fruits et légumes sont produits et acheminés jour et nuit depuis 7 États du Venezuela, par les 350 producteur/trices agricoles de Cecosesola, qui s'organisent dans 21 groupes. Les 30% restants sont achetés auprès de producteur/trices indépendant·es. La *feria*, c'est aussi ça: 350 familles productrices qui peuvent se maintenir sur leur territoire rural, y nourrir une dynamique collective et y vivre dignement.

Tout au long de l'année, de nombreuses réunions en assemblée, réunissant producteur/trices et distributeur/trices du réseau Cecosesola aboutissent à la planification des cultures à semer. L'objectif est qu'elles soient réparties de manière équitable entre les producteur/trices du réseau. Par ailleurs, ils y discutent ensemble des prix, en fonction des coûts estimés de production et non pas des prix du marché. Ainsi, de longues réunions permettent de prendre en compte les problématiques et besoins des un·es et des autres, afin qu'un consensus soit trouvé. Par ailleurs, un fonds d'entraide a été créé pour couvrir les besoins émergents des producteur/trices agricoles.

Une école de la confiance et de la solidarité

Dans le contexte de grave récession économique, de pénuries et de forte insécurité alimentaire que traversent les Vénézuélien·es depuis une dizaine d'années, l'existence des *ferias* a sans doute pris encore plus de sens. Certains événements racontés par les camarades de Cecosesola nous ont particulièrement touchés.

En mars 2019, l'*apagon*, une panne d'électricité générale a paralysé le pays pendant quatre jours. Plus personne n'avait d'argent liquide, les caisses enregistreuses étaient à l'arrêt, les magasins partout fermaient. À contre-courant, dans les coopératives de Cecosesola, il est rapidement décidé de ne fermer aucun espace, pas même les centres de santé. Simultanément et sans concertation, le choix est fait dans les 22 points de ravitaillement alimentaire du réseau, de faire confiance *a priori*, et de vendre à crédit aux dizaines de milliers de personnes venues acheter ces jours-là. «*Nous avons donné des tonnes de nourriture à tou·tes celles et ceux qui sont venu·es à la feria, on notait ce que devaient les gens sur des bouts de papier*»

raconte Noel, également associé de la coopérative *El Triunfo*. La suite donne du grain à moudre: «*89% des personnes ont remboursé dans les semaines suivantes, les autres personnes ont payé dans les mois et années qui ont suivi. Au final, 98 % des crédits liés à l'apagon ont été remboursés. Cette décision, on l'a prise en accord avec l'idée de toujours chercher une solution alternative à la fermeture des espaces: si une difficulté se présente, on cherche les différentes options qui pourront garantir le fonctionnement du réseau solidaire entre nous, en tenant compte du fait que nous ne sommes pas extérieurs à la communauté dans laquelle s'inscrit la feria, nous sommes la communauté*». Décision audacieuse et risquée d'un point de vue économique, mais particulièrement fructueuse en termes de cohésion communautaire.

L'*escasez* (pénurie), le manque de produits de première nécessité, n'est par ailleurs pas arrivée du jour au lendemain: les produits essentiels sont devenus, les uns après les autres, de plus en plus rares. À cela s'est ajoutée une inflation incontrôlable de plus de 1.000.000%. Pendant la période de plus grande pénurie, entre 2016 et 2018, de longues queues se formaient à l'extérieur des *ferias*, les gens attendaient jusqu'à 3 ou 4 jours dehors, dans l'espoir d'avoir accès au peu de marchandises qui seraient livrées. Tout est rationné, et en particulier la farine de maïs précuite qui sert à l'élaboration des fameuses *arepas*. Un kilo de farine par semaine, c'est ce à quoi pouvait avoir accès un foyer pendant cette période, et c'est 8 à 10 fois moins que la consommation habituelle. Après de longues discussions portant sur la répartition du peu qui arrivait encore à la *feria*, les travailleur·euses associé·es de Cecosesola, qui auraient très bien pu décider de prioriser leurs foyers, décidèrent de s'appliquer la même règle qu'au reste de la communauté.

S'il y a un kilo de farine par personne, tout le monde le recevra, qu'ils fassent partie du réseau ou non. La pénurie touche tout le monde, pas de privilèges.

Pendant les *guarimbas*, des émeutes de protestations contre le gouvernement Maduro de 2019, les travailleur·euses de la *feria* du centre, à quelques rues des barricades et des affrontements, décidèrent de ne pas fermer: «*On n'a jamais fermé la feria pendant cette période. Face à une situation de violence, il y a d'autant plus besoin d'acheter des aliments pour la famille*» raconte Teresa. Et alors que des saccages avaient lieu partout dans la ville, les camions pleins de Cecosesola étaient protégés par les manifestant·es: «*ils disaient de nous laisser travailler, que ces camions étaient chargés de la nourriture pour le peuple*» raconte Noel.

S'appuyer sur la force de la communauté pour bâtir un centre hospitalier

Pour les coopérateur/trices de Cecosesola, une chose est claire: loin d'attendre quoi que ce soit de l'État, c'est l'auto-organisation qui permettra de trouver des réponses concrètes aux besoins de la communauté. Ainsi, le réseau s'empare de la question de l'autonomisation face aux besoins de santé, de ses coopérateur/trices tout d'abord: la première consultation de médecine générale ouvre en 1996. Face à une demande grandissante, les coopératives de Cecosesola s'organisent et créent leur réseau de centres médicaux à partir de 2002. En 2009, elles inaugurent leur propre hôpital coopératif, ouvert à tou·tes: le Centre Intégral Coopératif de Santé (CICS), qui accueille plus de 200.000 personnes chaque année, et n'a rien à envier aux cliniques privées. Pourtant, les travailleur·euses associées de Cecosesola ne considèrent pas qu'il s'agit d'un service, mais plutôt d'une «*opportunité de construire des relations de respect entre*

Illustration Cristóbal Ochoa

les membres d'une même communauté». Cet hôpital, iels l'ont construit sans aucune subvention publique ou privée, et y pratiquent des tarifs 60% moins chers que dans les cliniques privées. Les coopératives intégrées de Cecose-sola, soutenues par les membres de la communauté, ont rassemblé pendant des années, bolivar après bolivar, les sommes permettant de financer l'intégralité du bâtiment comme de l'équipement médical. «Les excédents produits par les différentes coopératives ont été consacrés à ça, tou·tes les travailleur·euses mettaient une contribution hebdomadaire, on organisait des tombolas... Dans chaque feria, il y avait une tirelire à toutes les caisses, et les gens de la communauté pouvaient participer» raconte Noel.

Depuis son ouverture, le CICS offre des services de santé de haute qualité. De multiples espaces et pratiques de soin ont été mis·es en place pour toute la population: des traitements alternatifs tels que l'acupuncture et le soin par le massage, mais aussi des interventions chirurgicales et des examens de laboratoire, de radiologie. Depuis quelques années, et dans un contexte d'accouchements par césarienne généralisés dans tout le pays, un dispositif alliant salle d'accouchement naturel et ateliers de préparation tout au long de la grossesse, permet aux femmes d'éviter la césarienne et à la communauté de se ré-approprier la pratique de l'accouchement par voie basse.

Dans cet espace aussi, la rotation des tâches est de mise, et les fonctionnements hiérarchiques combattus. Mais la collaboration avec les médecin·es, qui sont les seul·es à échapper au principe d'équité des revenus, représente encore un immense défi au sein du CICS. Bon, on nous a quand même raconté qu'à force de processus collectifs, les médecin·es s'attellent de plus en plus aux réunions et aux tâches hors consultations...

Et maintenant?

La remise du *Right Livelihood Award* (aussi appelé «Prix Nobel Alternatif») à Stockholm en 2022 a honoré et visibilisé cette expérience collective qui dure depuis 57 ans et qui demeure extrêmement vive, organique, créative et inspirante.

Les rencontres inter-collectives du réseau *Intercambio*, de plus en plus régulières, créent des effets miroirs déconcertants de part et d'autre de l'Atlantique. Elle permettent de soulever de nombreuses questions qui traversent tout collectif: comment s'organiser, agir, se lier... Ce sont des moments précieux pour renforcer et associer les luttes pour un autre monde, dans des coins du globe si éloignés et si différents, qui partagent pourtant des imaginaires communs. Ces rencontres nourrissent le sentiment de ne pas être seul·es, face aux défis qu'ont laissés des décennies d'agissements dévastateurs dans nos sociétés. Émergent alors une confiance et une énergie créatrice qui nous donnent la certitude qu'un autre monde est possible, quand nous nous mettons enfin tou·tes en route pour le créer véritablement, ici et maintenant!

Kathrin et Alice

Nous sommes la Nature!

Le livre *Nous sommes la Nature! Écologie, colonialité et liberté des peuples*, de Marcellin Nadeau, militant écologiste anticolonial martiniquais, aujourd'hui député de la Martinique, et de Pascal Margueritte, journaliste, spécialiste des dits Outre-mer et de la Caraïbe, qui côtoya Aimé Césaire, nous propose de repenser une écologie depuis la Caraïbe, une écologie décoloniale.*

Nous sommes la Nature! Écologie, colonialité et liberté des peuples est un ouvrage qui fusionne écologie, décolonisation et réflexion sur la souveraineté des peuples, particulièrement ceux des dits territoires d'outre-mer. Ce livre, que nous avons coécrit, est d'abord le regard d'un militant devenu maire de la petite commune du Prêcheur à l'extrême nord de l'île de la Martinique en mer des Caraïbes, puis député depuis 2022. Un militant qui a besoin de donner du sens à son action politique face à ce qu'il vit au quotidien dans l'hémicycle parlementaire ou dans la vie politique française: une «tyrannie de l'indifférence» comme Aimé Césaire aimait à rappeler l'attitude des gouvernements occidentaux à l'égard de leurs peuples colonisés. Une «tyrannie de l'indifférence» qui tourne parfois à la tragédie, au drame de la révolte et de la répression, comme les événements récents en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Mayotte ou en Martinique l'ont montré. Mais au-delà de cette quête de sens, c'est aussi une réflexion approfondie sur les défis environnementaux et sociaux auxquels sont confrontées les Antilles françaises, mais aussi sur les pratiques écologiques à l'échelle mondiale.

L'écologie décoloniale: une écologie-monde

Nous nous inscrivons dans un courant de pensée qui part de Fanon et Césaire, en passant par le Colombien Arturo Escobar, les Martiniquais Garcin Malsa, Malcom Ferdinand, ou le mouvement mexicain zapatiste, qui est celui de l'écologie décoloniale (ou «écologitude»), une écologie qui veut regarder le monde (écologie-monde) depuis la Caraïbe, en faire un courant qui critique aussi bien le colonialisme, l'éco-colonialisme, que le «colonialisme vert», cette approche de l'écologie qui, tout en se présentant comme protectrice de la nature, occulte souvent les réalités des peuples colonisés et des territoires historiquement dominés par l'Occident (Shoshones du parc de Yellowstone aux États-Unis, Amérindiens de la forêt guyanaise ou Masaï expulsés du Serengeti au Kenya) pour permettre à des parcs nationaux protecteurs de la faune d'offrir aux touristes safaris photos et bonne

conscience... Mais aussi qui englobe les luttes sociales et anticoloniales des peuples occidentaux (Mouvement des Soulèvements de la Terre, des Écureuils, des Gilets jaunes ou des paysans en France...).

En contrepoint, l'écologie décoloniale proposée dans ce livre prône effectivement une réconciliation entre l'être humain et la nature, où les peuples autochtones et les populations des anciennes colonies occupent une place centrale. Ces concepts sont théorisés à partir de l'expérience politique et de terrain de Marcellin Nadeau, ancien maire du Prêcheur, qui a mené plusieurs luttes environnementales locales, contre le chlordécone ou contre le dérèglement climatique, par une politique municipaliste de démocratie participative visant à relocaliser la population locale menacée par la montée des eaux.

Repenser notre modèle économique

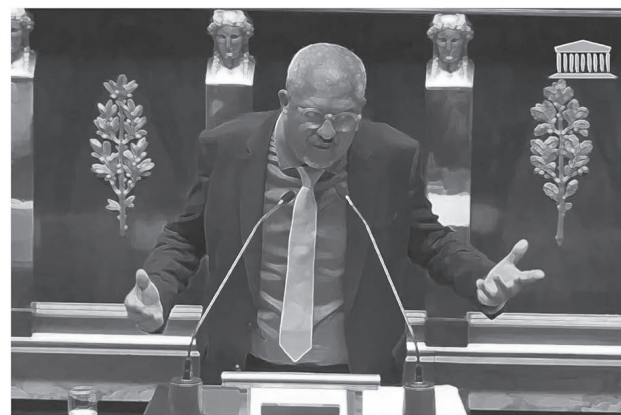
L'ouvrage explore et détaille des propositions nouvelles telles que le «désenvoloppement» (opposé au développement classique axé sur la croissance économique), initié à l'origine par le géographe haïtien Georges Anglade dans son «*éloge de la pauvreté*», la «démobilité» (réflexion sur une société moins dé-

Pascal MARGUERITTE
Marcellin NADEAU

Nous sommes la Nature !

Écologie, colonialité et liberté des peuples

Écrits politiques



idem Campus

pendante de la mobilité et du transport), et le «ménagement territorial» (conception alternative de l'aménagement du territoire, privilégiant la durabilité et le respect de l'environnement), la subsidiarité ou le municipalisme. Ces concepts visent à repenser notre rapport à la nature et à la modernité, en particulier dans les régions frappées par la pollution (notamment celle du chlordécone dans les Antilles) et les catastrophes écologiques liées au changement climatique. Il s'agit non pas de proposer, comme le font trop souvent les mouvements écologistes européens ou les forces progressistes, une Modernité alternative, mais une alternative à la Modernité.

L'exemple du chlordécone, un pesticide extrêmement toxique qui a contaminé les sols, les eaux et toute la chaîne alimentaire de la Guadeloupe et de la Martinique, est l'un des principaux moteurs de réflexion dans le livre. Les auteurs soulignent l'ampleur de cette catastrophe écologique et sanitaire, avec des conséquences dramatiques sur la santé des populations locales (95 % des Guadeloupéennes et 92 % des Martiniquaises sont contaminées). L'ouvrage propose non seulement un diagnostic sévère mais aussi des solutions politiques et environnementales alternatives, en réponse à une forme de «tyrannie de l'indifférence» des autorités métropolitaines, qui ignorent les spécificités des îles et leur lutte pour la survie de leurs écosystèmes...

Qui ignorent même leur identité de «peuples».

Cri décolonial

Mais si ce livre est un «cri» décolonial, il ne se contente pas de dénoncer, il rappelle les précédents des luttes anticoloniales depuis le début du vingtième siècle, il s'inscrit dans une histoire de la révolte et de la recherche d'identité, et il appelle à une forme originale de réparation des injustices historiques et écologiques infligées aux peuples insulaires. Il met en avant la nécessité de redonner aux

peuples des Antilles leur souveraineté et leur autonomie, tant politique qu'environnementale. Dans cette optique, et en référence avec la pensée des premiers occupants des Antilles, les Amérindiens, le livre plaide pour une approche ré-enracinée de la nature où l'être humain et l'environnement sont indissociables, et où l'écologie ne se limite pas à des mesures de protection des espaces naturels, mais doit intégrer les réalités sociales, économiques et culturelles des populations locales. Ou de la ruralité.

La réflexion, si elle s'appuie sur un regard porté depuis la Caraïbe sur l'écologie, dépasse ainsi le cadre insulaire, car l'écologie décoloniale est une démarche universelle qui doit être mise en œuvre partout dans le monde. Cette perspective s'adresse à tous les peuples confrontés à l'héritage du colonialisme ou de l'oppression néolibérale et aux conséquences du dérèglement climatique. Le livre, en filigrane de la pensée marxiste ou libertaire qui considère que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, développe ainsi plutôt l'idée que c'est le colonialisme qui est le stade suprême du capitalisme.

Nous sommes la nature! se veut un cri de ralliement pour une écologie qui réconcilie l'être humain et la nature, loin des logiques coloniales. À travers l'expérience de ses auteurs, l'ouvrage propose des pistes concrètes pour repenser les modèles économiques et sociaux des territoires d'outre-mer et, au-delà, du monde entier. Il appelle à une prise de conscience collective sur les injustices environnementales et sociales, et à la mise en place d'une véritable écologie décoloniale, capable de restaurer la dignité et la liberté des peuples tout en protégeant la planète...

Pascal Margueritte
Marcellin Nadeau

* Le 23 novembre 2024, Primitivi, Radio Zinzine et le Local organisaient une table ronde avec Marcellin Nadeau et Pascal Margueritte qui a fourni la matière pour une émission: *Écologie décoloniale en Martinique*, qu'on peut écouter sur le site de la radio (<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9822>).

IN MEMORIAM

Milo, un homme combatif et plein d'humour

Milo Petrovic, notre ami de longue date à Belgrade est décédé suite à une maladie qui l'a affecté tous ces derniers mois.

Nous avons invité Milo, à la fin des années 1980, à l'une des Rencontres internationales que nous avons organisées à Limans. Depuis, d'innombrables échanges ont eu lieu avec lui. C'était toujours un plaisir de rencontrer ce lutteur contre les injustices, toujours doué d'un petit mot pour rire ensemble. Il était célèbre pour son engagement en faveur des brigadistes yougoslaves dans la Révolution espagnole – et de leur mémoire – ainsi qu'en faveur des résistantes dans la 2^e guerre mondiale.

Quand ont éclaté les guerres yougoslaves, c'est avec lui que nous avons réalisé plusieurs actions de solidarité, notamment «Causes Communes Suisse», un partenariat entre Communes suisses et Communes de l'Ex-Yougoslavie multiethniques. Excellent diplomate et traducteur, il a accompagné des dizaines de délégations de personnes de Suisse en ex-Yougoslavie ainsi que de personnes ex-yougoslaves en visite dans des communes suisses. Depuis, il est resté notre ami et le restera dans notre mémoire.

Raymond Getaz
FCE - Suisse

A VOS POSTES!



Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine

Et le Congo ? [Specials]

Parmi les drames de la planète il y a ce que vit la République Démocratique du Congo, RDC, depuis longtemps. Mais depuis fin janvier, la guerre a repris de plus belle à l'est du pays dans la région du Kivu. Une fois de plus c'est le Rwanda du général Kagame qui attaque. Arrivé au pouvoir à la fin du génocide des Tutsi en 1994, ce dernier a, dès les années suivantes, commandité des crimes de masse, d'abord pour chasser des génocidaires rwandais hutu qui avaient fui, mais très vite aussi pour massacrer des réfugiés hutu et piller les richesses du Congo, notamment l'or et le Coltan. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10051>>

19 - Les systèmes complexes naturels [Raconte-moi autrement les OGM]

Un entretien avec Frédéric Jacquemart, ancien président d'Inf'OGM et président du Groupe international d'études transdisciplinaires (GIET). Nous découvrons de nouveau un vaste sujet compliqué, inconnu pour la grande majorité mais crucial pour tout le monde. Il s'agit des «systèmes complexes naturels» (êtres vivants, écosystèmes, sociétés, etc.). Nous en dépendons pour notre qualité de vie, voire notre vie tout court en tant qu'espèce. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10035>>

N°23 - UnPointCinq... Deux... [Calottes sont cuites (les)?]

Un point cinq... deux... degrés... de plus... de quoi? Des chiffres qui reviennent souvent quand nous parlons de changements climatiques. Mais pas toujours clairs. Reprenons, traduisons: atteindre un réchauffement global de 1.5°C ou 2°C supérieur à la période 1850-1900. D'accord mais: d'où viennent ces chiffres? Pourquoi? Qu'est-ce que ça change? Explorons! <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10011>>

Le regard de Shlomo Sand, un historien israélien critique [Specials] par Alex

L'historien Shlomo Sand est connu surtout pour son ouvrage: *Comment le peuple juif fut inventé*, il y revient dans cet entretien, en précisant qu'il ne nie pas la réalité d'un peuple juif, mais que celui-ci est plus le fruit de la situation engendrée par le sionisme que d'une origine homogène. Il en est de même pour les Palestiniens, comme ce fut le cas pour les Algériens, en réaction à la colonisation. Mais concernant la création d'Israël, il insiste sur le rôle déterminant de la décision des USA de refuser les migrations non protestantes à partir de 1925. Date qui, avec les effets de la Seconde Guerre mondiale et du refus occidental d'accepter les juifs après la Shoah, a rendu l'existence d'Israël inéluctable, fusse sur le dos des Arabes israéliens. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10022>>